

Investir dans l'eau, l'assainissement et l'hygiène pour une reprise et une résilience à l'échelle mondiale

Un programme pour les sommets
du G7 et du G20 en 2021

Résumé
analytique



WaterAid/Nyami Quarmyne/Panos



WaterAid

Les effets dévastateurs du changement climatique et de la pandémie de COVID-19 représentent de véritables menaces pour les vies et les moyens de subsistance des populations du monde entier, et touchent particulièrement les plus pauvres. Exacerbées par des inégalités croissantes et une crise de la dette imminente, ces menaces mettent en évidence les failles systémiques de notre économie mondiale.

Nous disposons aujourd'hui d'une occasion unique de nous diriger vers des économies plus saines et plus durables, et de construire des sociétés équitables qui profiteront à la fois aux individus et à la planète. En 2021, plus que jamais, la communauté internationale attend des gouvernements les plus puissants du monde qu'ils prennent les devants et établissent des plans ambitieux et détaillés pour faire face aux effets continus et inégaux des crises liées à la COVID-19 et au changement climatique.

La priorité immédiate doit être de mettre fin à la pandémie de COVID-19 en investissant dans une stratégie de déploiement équitable du vaccin, qui intègre des programmes de changement des comportements en matière d'hygiène. Alors que les gouvernements donateurs se préparent pour les sommets du G7 et du G20 de cette année, une chose est on ne peut plus claire : tant que la pandémie ne sera pas entièrement éradiquée, elle continuera de représenter une menace, y compris pour les économies et les populations des pays du G7 et du G20². Les nations les plus riches du monde ont la responsabilité morale et économique de mettre à disposition les mesures de prévention et de traitement³ qui permettraient de sauver des centaines de milliers de vies. C'est non seulement ce qu'il convient de faire d'un point de vue moral, mais aussi la solution la plus intelligente en vue de préserver la prospérité mondiale mise à mal par une pandémie prolongée.

Sans intervention rapide et généralisée de la part des pays du G7 et du G20 pour investir dans des mesures de prévention et de protection, y compris le lavage des mains, nous risquons de nous diriger vers un monde à « deux voies » caractérisé par des disparités toujours plus importantes en matière de développement humain et de survie élémentaire. Plusieurs décennies de progrès dans la lutte contre la faim et la pauvreté ont déjà été balayées⁴ par la pandémie. L'efficacité de tout investissement supplémentaire, ainsi que les chances de réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030, reposeront sur les efforts collectifs déployés aujourd'hui pour mettre fin à la pandémie de COVID-19 et aux inégalités qui en découlent.

« Les dirigeants doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour promouvoir une reprise [après la crise liée à la COVID-19], plus inclusive, une reprise qui profite à toutes les franges de la société.

Nous devons donc veiller à ce que les mesures de relance budgétaire profitent à la population. Il convient donc d'accroître l'investissement public dans le domaine de la santé afin de protéger les plus vulnérables et de réduire au minimum les risques de futures épidémies. Cela signifie également qu'il faut renforcer les dispositifs de protection sociale, améliorer l'accès à un enseignement de qualité, à l'eau potable et à l'assainissement, et investir dans des infrastructures respectueuses de l'environnement¹. »

Kristalina Georgieva, directrice générale du Fonds monétaire international

En renforçant la prestation de services essentiels tels que ceux liés à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène (EAH) dans les communautés les plus vulnérables, nous serons en mesure d'accroître la résilience face aux futures pandémies, aux nouvelles menaces sanitaires mondiales telles que la résistance aux antimicrobiens et au changement climatique. Les services EAH aident les communautés à faire face aux situations d'urgence et à s'adapter au changement climatique, tout en leur permettant de satisfaire leurs besoins fondamentaux. En garantissant le droit de chacun de disposer de services résilients face aux effets du changement climatique, équitables et durables (notamment dans les lieux publics tels que les établissements de santé, les écoles et les marchés), nous serons en mesure de corriger les inégalités que les répercussions de la pandémie de COVID-19 ont rendu encore plus flagrantes. Cela permettra également de faciliter la préparation face aux pandémies et de renforcer la résilience à long terme des personnes et des sociétés les plus vulnérables touchées par des chocs sanitaires et climatiques. L'élargissement rapide de l'accès aux services EAH contribuera à la réalisation des engagements du G7 et du G20 en faveur des populations, de la prospérité et de la planète.

Les dirigeants des économies les plus puissantes disposent de toute une série d'outils économiques permettant d'aider les nations les plus pauvres à accélérer leur relèvement. Il est temps de les mettre à profit. Le G7 et le G20 doivent par conséquent mettre à disposition un programme de financement d'urgence pour permettre à tous les pays de protéger leurs



populations et de renforcer leurs sociétés. Celui-ci doit inclure des mesures d'urgence permettant d'effacer la dette, de débloquer l'aide publique au développement (APD), d'émettre une nouvelle allocation de droits de tirage spéciaux (DTS) et d'identifier des sources supplémentaires de financement public international. Outre le report du service de la dette, comme mis en œuvre par le G20, ce programme de financement d'urgence permettrait à tous les pays d'avoir les mêmes chances d'atteindre l'immunité collective et d'injecter les fonds nécessaires pour relancer leur économie. Les enseignements tirés de la lutte contre la COVID-19 nous montrent qu'il est possible pour les gouvernements de mobiliser plusieurs billions de dollars⁵ pour faire face à une situation d'urgence, et que cette riposte doit permettre de bâtir une résilience à long terme ainsi que des systèmes plus solides (plutôt que de soutenir des industries obsolètes qui compromettent notre avenir collectif)⁶.

WaterAid appelle ainsi les principaux pays donateurs du monde, rassemblés à l'occasion des sommets du G7 et du G20 en 2021, à :

1. mettre fin à la pandémie de COVID-19 en promouvant un déploiement équitable des vaccins parallèlement à un changement des comportements en matière d'hygiène ;
2. intégrer le secteur de l'EAH dans les plans mondiaux de préparation face aux pandémies et dans la réforme de l'architecture sanitaire mondiale, y compris dans le projet de traité mondial sur la préparation face aux pandémies ;
3. accorder un financement à effet catalyseur, avec une contribution initiale d'au moins 1,2 milliards de dollars US, en vue d'accélérer l'accès universel à une eau salubre, à des toilettes décentes et à une bonne hygiène dans les établissements de santé des pays les moins avancés (PMA) – une condition préalable à la lutte contre les menaces sanitaires partout dans le monde ;
4. fournir de nouveaux financements internationaux supplémentaires destinés à l'adaptation au changement climatique, en particulier pour les projets menés localement qui permettent de répondre aux besoins fondamentaux des communautés les plus touchées, notamment en assurant l'accès aux services EAH ;
5. s'engager à mettre en place un plan de relance d'urgence comprenant :
 - un allègement et une restructuration complets de la dette ;
 - une nouvelle émission et une réallocation d'au moins 1 trillion de dollars US en DTS du Fonds monétaire international (FMI) ;
 - le respect de l'engagement visant à consacrer 0,7 % du revenu national brut (RNB) à l'aide ; et
 - la recherche de sources innovantes de financement public international.

Soutien public en faveur d'une action politique internationale au sein du secteur de l'EAH dans le cadre de la préparation face aux pandémies

- 87 % des personnes interrogées s'accordent à dire que la prestation de services EAH dans les lieux publics, tels que les hôpitaux et les écoles, situés dans les régions les plus pauvres du monde devrait être une composante essentielle des stratégies de préparation aux pandémies et des plans de relèvement face à la COVID-19.
- 84 % des personnes interrogées estiment que l'aide dépensée de cette manière contribue à accroître la sécurité de tous en prévision d'une future pandémie. 50 % en sont fermement convaincus.
- Les trois quarts (75 %) des adultes interrogés sont favorables à ce que les remboursements de la dette des pays les plus pauvres (y compris auprès de créanciers du secteur privé) soient suspendus afin que les pays puissent investir dans le secteur de l'EAH pour aider à lutter contre la COVID-19.

D'après un sondage en ligne réalisé par YouGov pour le compte de WaterAid : 18 635 adultes ont été interrogés en Afrique du Sud, en Allemagne, en Arabie saoudite, en Australie, au Brésil, au Canada, en Corée du Sud, aux États-Unis, en France, en Inde, en Italie, au Japon, au Nigeria, au Royaume-Uni et en Suède. Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site : washmatters.wateraid.org/publications/public-support-wash-resilience.

Le secteur de l'EAH pâtit d'un manque de financement chronique à travers le monde :

- Deux milliards de personnes n'ont pas accès à des services d'approvisionnement en eau gérés en toute sécurité pour boire ou cuisiner, ou pour leur usage personnel.
- Quatre milliards de personnes n'ont pas accès à des services d'assainissement gérés en toute sécurité ou ne disposent pas de toilettes décentes.
- Enfin, trois milliards de personnes ne sont pas en mesure de se laver les mains à l'eau et au savon chez elles.

Ces lacunes sont particulièrement criantes dans les établissements de santé :

- À l'échelle mondiale, un établissement de santé sur quatre ne dispose pas de services élémentaires d'approvisionnement en eau, un sur dix ne dispose d'aucun service d'assainissement et un sur trois est dépourvu d'installations adéquates pour le lavage des mains sur les lieux de prise en charge des patients.
- Dans les PMA, la moitié des établissements de santé ne disposent pas de services élémentaires d'approvisionnement en eau et trois sur cinq ne disposent d'aucun service d'assainissement.
- La mise en place de services essentiels d'EAH, de gestion des déchets et de nettoyage dans tous les établissements de santé de ces pays représentera un coût supplémentaire de 3,6 milliards de dollars US entre 2021 et 2030. Cette cible, en plus d'être atteignable, aura des effets multiplicateurs au niveau de la santé mondiale.

Image de couverture : Olga, 16 ans, utilise un poste de lavage des mains installé par WaterAid au lycée de Mpolonjeni, dans le district de Lubombo (Eswatini). Novembre 2018.



WaterAid/Remissa Mak

▲ Sokha, 32 ans, se lave les mains devant le centre de santé de Thlork Vien dans le village de Chhouk, situé dans la commune de Thlork Vien, dans le district de Samaki Meanchey (province de Kampong Chhnang, Cambodge). Juillet 2020.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site : washmatters.wateraid.org/publications/investing-water-sanitation-hygiene-global-recovery-resilience

Références

1. Blog du FMI/Kristalina Georgieva (2020), « Remise en marche de l'économie mondiale : promouvoir une reprise plus inclusive ». Disponible à l'adresse suivante : <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2020/06/11/blog061120-the-global-economic-reset-promoting-a-more-inclusive-recovery> (consulté le 2 mars 2021).
2. New York Times (2021), « If Poor Countries Go Unvaccinated, a Study Says, Rich Ones Will Pay. » Disponible à l'adresse suivante : [nytimes.com/2021/01/23/business/coronavirus-vaccines-global-economy.html](https://www.nytimes.com/2021/01/23/business/coronavirus-vaccines-global-economy.html) (consulté le 3 mars 2021).
3. The Guardian, « Hoarding Covid vaccines 'could cost wealthy countries \$4.5tn' ». Disponible à l'adresse suivante : [theguardian.com/world/2021/jan/25/hoarding-covid-vaccines-could-cost-wealthy-countries-45tn](https://www.theguardian.com/world/2021/jan/25/hoarding-covid-vaccines-could-cost-wealthy-countries-45tn) (consulté le 2 mars 2021).
4. The Guardian (2021), « Decades of progress on extreme poverty now in reverse due to Covid ». Disponible à l'adresse suivante : [theguardian.com/global-development/2021/feb/03/decades-of-progress-on-extreme-poverty-now-in-reverse-due-to-covid](https://www.theguardian.com/global-development/2021/feb/03/decades-of-progress-on-extreme-poverty-now-in-reverse-due-to-covid) (consulté le 2 mars 2021).
5. Devex/Lisa Cornish (2021), « A year of COVID funding: Priorities and what lies next ». Disponible à l'adresse suivante : [devex.com/news/a-year-of-covid-funding-priorities-and-what-lies-next-98837](https://www.devex.com/news/a-year-of-covid-funding-priorities-and-what-lies-next-98837) (consulté le 2 mars 2021).
6. Climate Action Tracker (2020), *Pandemic recovery: Positive intentions vs policy rollbacks, with just a hint of green. Warming Projections Global Update*. Disponible à l'adresse suivante : climateactiontracker.org/documents/790/CAT_2020-09-23_Briefing_GlobalUpdate_Sept2020.pdf (consulté le 3 mars 2021).

 @WaterAid

WaterAid est une organisation internationale à but non lucratif œuvrant à démocratiser l'accès à l'eau potable, à des toilettes décentes et à de bonnes conditions d'hygiène partout et pour tous, en l'espace d'une génération. Ce n'est qu'en s'attaquant à ces trois composantes essentielles de manière durable que l'on pourra améliorer la vie des populations de façon tangible.

WaterAid est une organisation à but non lucratif : Australie : ABN 99 700 687 141. Canada : 119288934 RR0001. États-Unis : WaterAid America est une organisation à but non lucratif de catégorie 501(c) (3). Inde : U85100DL2010NPL200169. Japon : 特定非営利活動法人ウォーターエイドジャパン (認定 NPO 法人) WaterAid Japon est un organisme à but non lucratif agréé. Royaume-Uni : Société immatriculée au registre des organisations à but non lucratif sous les numéros 288701 (Angleterre et Pays de Galles) et SC039479 (Écosse). Suède : N° org. : 802426-1268, PG : 90 01 62-9, BG : 900-1629.

